

Qu'attendent les parlementaires pour activer l'article 68 et destituer Macron ?

écrit par Pierre Duriot | 14 avril 2024





Macron, devenu soudainement fébrile, a balayé l'hypothèse d'un projet de loi de finances rectificatif lors d'une réunion de cadres de la majorité présidentielle, ce qui ne solutionne pas la situation difficile des finances publiques, avec un déficit finalement établi fin mars à 5,5%, pour l'année 2023, au lieu des 4,9% prévus initialement. Mais l'approche lunaire de cette problématique par le président, censé être un Mozart de la finance, a surpris jusque dans ses propres rangs. Il a insisté sur le problème de moindres recettes fiscales lié à l'abaissement de la croissance pour 2023, plutôt que sur d'éventuelles « dépenses excessives ». On se pince.

Et des trémolos dans la voix, il s'exonère de toute forme de responsabilité : « On a eu le Covid, on a eu la guerre, on a dû soutenir l'économie ». Le problème n'est pas que nous ayons eu ces calamités, mais qu'il les ait très mal gérées. Le Covid ? Il a été montré et on savait que les confinements

étaient parfaitement inutiles : il les a décidés. On sait également, puisque c'est enseigné dans le cursus de médecine, qu'on ne vaccine pas pendant une épidémie, qu'on ne vaccine pas les femmes enceintes : il l'a fait et avec violence encore. Il savait que certains médicaments peu chers étaient efficaces, il les a fait supprimer. **Ce n'est pas le Covid, ce sont ses décisions à lui, qui nous ont ruinés, prises dans le secret, selon un mode plus politique que médical.**

La guerre en Ukraine ? Ce n'est pas notre guerre. L'Ukraine ne faisant partie, ni de l'Europe, ni de l'OTAN, nous ne devons pas nous en mêler, elle ne nous aurait pas ruinés. C'est bien lui qui a décidé d'en faire une affaire de la nation, si ce n'est une affaire personnelle et il vient aujourd'hui nous expliquer, un peu comme un gamin pris la main dans le sac, qu'il n'y est pour rien : comme si nous avions subi un nuage de criquets.

Les élus de l'opposition hurlent, arguant qu'il faut recourir à un budget rectificatif et que cela doit passer par le Parlement. On se pince encore. **Où étaient-ils ces braillardes, quand le budget calamiteux est passé à coups de 49.3 ?** Ils ne voulaient pas « faire comme le RN », ils ne voulaient pas « déstabiliser la République »... de quoi ont-ils peur... on ne veut pas d'états d'âmes, on veut des opposants, voire même des combattants, devant la violence des méthodes de l'exécutif. **Les voilà donc, ces oppositions, qui évoquent une possible motion de censure... encore sans rire, décidément ? Ils la voteraient celle là, après avoir sauvé tant de fois la tête de ce Macron, celui contre qui ils s'élèvent aujourd'hui ?**

Et Macron persiste : la dépense publique n'est pas « excessive », explique-t-il, entre les coups tordus du Covid, les louches supplémentaires de milliards pour son « ami » Zelensky, chez qui il n'ose même plus aller de peur de l'attentat sur sa personne, après des repas fastueux à

l'Elysée et des augmentations d'indemnités des élus des deux chambres... il plane. La perte des recettes, évidemment. **N'a-t-il pas liquidé sciemment, avec sa politique énergétique insensée, qui a consisté à conduire EDF dans le mur, boulangeries, restaurants, TPE, PME et vendu nos belles entreprises à des étrangers, Américains pour la plupart, se privant de recettes fiscales ?** Accumulant ainsi les mauvais chiffres du chômage, les mauvais chiffres des défaillances d'entreprises et les plans de licenciements massifs ?

Et Ciotti, patron des LR, qui a sauvé à maintes reprises, la tête de Borne et par ricochet celle du président, ose parler de « lignes rouges », pour le rééquilibrage à venir du budget de la France, comme la hausse des impôts et la désindexation des retraites sur l'inflation. Et ce même Ciotti pourrait, ce n'est même pas sûr, déposer une motion de censure, là où enclencher l'article 68 sur la destitution serait largement du domaine du possible, les motifs ne manquant pas.

Face à un président semblant venu d'une autre planète, les oppositions se tâtent, tergiversent... p'têt ben que oui, p'tête ben que non... ces messieurs-dames, c'est quand ils veulent, depuis le temps qu'ils auraient dû travailler et qu'ils ne le font pas. En premier, faire tomber Attal, dans la foulée, destituer le président, organiser une présidentielle anticipée, suivie de législatives. Ce processus n'est pas une « déstabilisation », c'est la Vème République et ce qu'elle permet légalement, rien de plus. Ce n'est pas non plus un « coup de force », c'est la démocratie. Le coup de force permanent et la glissade sans fin vers la dictature, ce n'est pas ce qui nous attend si les oppositions travaillent, mais bien ce que nous vivons actuellement, avec un président qui a été de toutes les mauvaises décisions et qui, arrivant éberlué à la conscience du désastre, commence à nous expliquer qu'il a subi les événements, alors qu'il les a orchestrés.

<https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□